



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

07-08-2014

Argentine : Agressivité de l'impérialisme, limites du réformisme

L'Argentine n'a pu éviter le défaut de paiement, treize ans après sa « faillite » de 2001, elle se retrouve confrontée aujourd'hui à une situation financière très difficile. En 2001, l'Etat avait surmonté la crise économique en refusant le paiement d'une partie de sa dette et avait, sous la pression des luttes populaires donné satisfaction à de nombreuses revendications en matière de salaires et d'emploi redonnant ainsi de l'oxygène à une économie exsangue.

Dans cette période, au plan de sa politique internationale, l'Argentine a donné une tournure plus critique vis-à-vis de l'impérialisme US et s'est rapproché du groupe des Etats progressistes de la région.

Tout cela est évidemment positif. Cependant aucun changement notable des rapports sociaux ne s'est produit dans la même période et le capitalisme y domine toujours la société avec une bourgeoisie aux penchants pro-américains.

C'est dans ces conditions que les fonds qui spéculent sur la dette ont exigé son remboursement. Ces fonds que la presse qualifie de « Vautour », ce qui dédouane la logique capitaliste elle-même, s'attaquent aux pays les plus faibles et lourdement endettés.

Ils rachètent des créances à bas prix et les utilisent pour spéculer sur le marché financier. Le moment venu, avec l'aide de la « justice » américaine, ils obtiennent des jugements sur les remboursements qui leur donnent des plus-values énormes.

L'impérialisme utilise cette stratégie pour contraindre la politique des Etats à une soumission aux marchés dominés par les monopoles, en l'occurrence des USA. C'est ce chantage qu'a justement refusé l'Argentine. Il n'y a donc à proprement parler pas de défaut de paiement, mais le refus à se soumettre au chantage politique d'un impérialisme de plus en plus agressif.

On voit bien en même temps qu'une politique qui ne change rien à la logique de domination du capital crée les conditions d'une faiblesse structurelle face aux monopoles. Cette leçon ne concerne pas que l'Argentine, elle doit donner à réfléchir au mouvement révolutionnaire sur la nécessité absolue de poser la question de l'expropriation du capital monopoliste et des changements indispensables de l'État en se donnant les moyens politiques de résister à la contre-offensive du capital et de la classe qui le sert.